

Conseil de la langue française

**Rapport
annuel
1994-1995**

Conseil de la langue française

**Rapport
annuel
1994-1995**

Le contenu de cette publication a été rédigé
par le Conseil de la langue française.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1500 D, boulevard Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal — 1995
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-16546-6
ISSN 0229-9259
© Gouvernement du Québec, 1995

Tous droits réservés pour tous pays.
Reproduction par quelque procédé que ce soit
et traduction même partielles, interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Roger Bertrand
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités du Conseil de la langue française pour l'année budgétaire terminée le 31 mars 1995.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

La ministre responsable de l'application
de la *Charte de la langue française*,

Louise Beaudoin

Québec, novembre 1995

Madame Louise Beaudoin
Ministre responsable de l'application
de la *Charte de la langue française*
225, Grande Allée Est, 1^{er} étage
Québec (Québec)
G1R 5G5

Madame la Ministre,

Conformément à l'article 203 de la *Charte de la langue française*, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport d'activités du Conseil de la langue française pour l'année budgétaire terminée le 31 mars 1995. Le Conseil était alors présidé par monsieur Pierre-Étienne Laporte.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président,

Marcel Masse

Québec, octobre 1995

Table des matières

Introduction 11

Chapitre premier

Rapport du président 13

1.1 Les points saillants de 1994-1995 13

1.2 Perspectives pour 1995-1996 14

Chapitre II

Le Conseil de la langue française 15

2.1 Son mandat 15

2.2 Sa composition 15

2.3 Son organisation et ses ressources 15

2.3.1 Le personnel 15

2.3.2 L'organigramme 15

2.3.3 Les ressources financières 16

2.3.4 Les subventions et les prix 16

Chapitre III

Les activités du Conseil 19

3.1 Les assemblées 19

3.2 Les avis 19

3.3 Les comités 20

3.4 Les études et recherches 21

3.5 Les activités publiques 24

3.6 Les communications 24

3.7 Les relations extérieures 26

Annexes

A. Subventions accordées 29

B. Récipiendaires de l'Ordre des francophones
d'Amérique 31

Liste des membres du Conseil de la langue française

Pierre-Étienne LAPORTE
président

Antoine GODBOUT
secrétaire

Évelyne LAPIERRE-ADAMCYK
(milieux socioculturels)

Charles TAYLOR
(milieux socioculturels)

Christophe AUGER
(milieux syndicaux, jusqu'au 24 mai 1994)

Robert LÉGARÉ
(milieux syndicaux, depuis le 25 mai 1994)

Dominique SAVOIE
(milieux syndicaux, jusqu'au 31 août 1994)

Louis BOUDREAU
(milieux patronaux, jusqu'au 24 mai 1994)

Francine OSBORNE
(milieux patronaux, depuis le 25 mai 1994)

Michel GUILLOTTE
(milieux patronaux, jusqu'au 24 mai 1994)

Renée LACOURSIÈRE
(milieux patronaux, depuis le 25 mai 1994)

Angéline MARTEL
(milieux universitaires)

Alain PRUJINER
(milieux universitaires)

Georges KOUTCHOUGOURA
(milieux ethniques)

Émile OLLIVIER
(milieux ethniques)

Introduction

Le Conseil de la langue française a été créé le 26 août 1977, lors de la sanction de la *Charte de la langue française*. Le présent rapport annuel couvre le dix-huitième exercice du Conseil qui s'étend du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995. Il comprend trois chapitres : 1. le rapport du président; 2. la loi constitutive du Conseil, les ressources humaines et les moyens financiers mis à sa disposition; 3. les activités du collège des conseillers, des comités du Conseil et des directions et services de la permanence.

Tout au long de cet exercice, le Conseil de la langue française a informé le ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française* des développements quant à la situation linguistique. Il a rencontré des représentants d'organismes et de divers milieux touchés par les questions linguistiques et a poursuivi la mise en œuvre de son programme de recherche pour mieux connaître l'évolution de la situation linguistique du Québec.

Chapitre premier

Rapport du président

Les travaux du Conseil, au cours de l'exercice écoulé, confirment et rappellent la responsabilité particulière qu'il s'est toujours reconnue par rapport à la vitalité du fait français sur le territoire du Québec. Ces travaux ont tenu compte, notamment, du fait que nous vivons de plus en plus dans une société de l'information.

Puisque le fait français ne se limite pas à la seule réalité territoriale et juridique du Québec, la mission du Conseil suppose que l'organisme se préoccupe de la vitalité du français dans toutes ses dimensions, y compris celles qui sont relatives aux liens entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.

Par ailleurs, c'est à l'échelle mondiale que les échanges économiques et techniques se réalisent aujourd'hui. Des accords engagent des États parfois sur plusieurs continents. Dans ce contexte, les questions linguistiques peuvent paraître subsidiaires. Pourtant, l'internationalisation de la planète laisse intact le problème des identités nationales et culturelles.

Au cœur de ce mouvement de continentalisation et de mondialisation, des réseaux d'échanges denses et étendus sont mis en place. Les langues en sont le vecteur essentiel et constituent un enjeu capital. C'est dans ce contexte que le Conseil a mené ses travaux : avis, séminaires, recherches.

1.1 Les points saillants de 1994-1995

En 1994-1995, le Conseil a présenté deux avis au ministre responsable de l'application de la *Charte de la langue française*, l'un sur les industries de la langue dans la société de l'information et l'autre sur le nécessaire renforcement de la solidarité linguistique avec les communautés francophones et acadiennes. Ce dernier avis a donné lieu à plusieurs études des aspects historique, juridique et sociopolitique des rapports entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.

De concert avec les conseils supérieurs de la langue française de la Communauté française de Belgique et de la République française, le Conseil a organisé et tenu un séminaire sur les enjeux et défis que représente la mondialisation pour les pays qui ont le français comme langue nationale. Les *Actes* de ce

séminaire seront publiés au début de l'exercice 1995-1996.

Dans une perspective connexe, à l'initiative du Conseil de la langue française, du Consulat général de France et de la Délégation Wallonie-Bruxelles, une table ronde sur l'autoroute de l'information en français s'est tenue en mars.

Sur le plan de la recherche, le Conseil a préparé, en collaboration avec les organismes de la *Charte*, une édition des indicateurs de la langue du travail qui donnent un portrait d'ensemble de l'évolution du français comme langue du travail, du commerce et des affaires au cours des 25 dernières années.

Ce sont les jeunes Québécoises et Québécois qui étudient présentement au secondaire et au collégial qui seront appelés à représenter, à enrichir et à défendre le français en Amérique du Nord. Pour explorer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs comportements en matière linguistique, le Conseil avait commandé d'importantes études sur le sujet. Certaines avaient déjà été publiées; une nouvelle a été publiée cette année, portant cette fois sur les usages et les attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en anglais. Le ministère du Patrimoine canadien a produit et diffusé une version anglaise de cette publication.

Dans le cadre du projet DIEPE (Description internationale des enseignements et des performances en matière d'écrit), une équipe internationale compare des performances écrites et des conditions d'enseignement chez les élèves âgés de 13 ans (Communauté française de Belgique, France, Nouveau-Brunswick, Québec). La publication du rapport final est prévue pour le prochain exercice financier.

C'est à Montréal que se joue d'abord et avant tout la sécurité du français au Québec et l'un des éléments déterminants de cette sécurité est l'intégration des immigrants et de leurs enfants à la communauté francophone. Cette intégration a fait l'objet des travaux d'un comité créé par le Conseil, dans le but de préparer par la suite un éventuel avis. On y trouvera des analyses et des recommandations traitant des liens ponctuels entre la démographie et la politique linguistique. Cette réflexion s'inscrit donc dans la continuité des travaux antérieurs du Conseil sur les aspects démolinguistiques de l'application de la *Charte de la langue française*.

1.2 Perspectives pour 1995-1996

Dans une perspective de renouvellement des stratégies d'application de la politique linguistique, le Conseil mènera d'importantes recherches qui lui permettront de faire un bilan de l'aménagement linguistique au Québec. L'apprentissage du français par les élèves allophones et des enquêtes omnibus pour la mise à jour des données du fascicule d'indicateurs de la situation linguistique au Québec figurent parmi les travaux envisagés. Vingt ans après l'adoption de la *Charte de la langue française*, le Conseil envisage donc de constituer un bilan de l'aménagement linguistique au Québec et de préparer éventuellement un avis sur le sujet.

Le Conseil se livrera à la consultation des groupes intéressés par la question de la qualité de la langue, en vue d'étayer un avis qu'il prévoit préparer sur le sujet.

En matière de recherches proprement dites, le Conseil achèvera et publiera le rapport sur le français, langue du travail en 1995.

À partir des données du recensement de 1991, le Conseil procédera à une mise à jour de son étude longitudinale sur l'assimilation linguistique au Québec.

Dans le cadre du comité DIL (Démographie, immigration et langue), le Conseil terminera l'étude sur l'accroissement de la diversité linguistique des écoles françaises de Montréal et en publiera le rapport.

Bref, tout en procédant à des analyses de plus en plus pointues de la situation linguistique au Québec, en raffinant des outils déjà existants et en élaborant de nouveaux instruments, le Conseil continuera à surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec, comme le veut la loi. Il devra aussi relever un défi à la fois théorique et pratique : faciliter la compréhension de réalités nouvelles et examiner des stratégies d'action en vue de consolider l'usage du français dans les nouveaux réseaux d'échange. En ce sens, la coopération avec le Conseil supérieur de la langue française de la Communauté française de Belgique et le Conseil supérieur de la langue française de France ira en s'amplifiant car les enjeux linguistiques nationaux se joueront de plus en plus à l'échelle internationale.

Pierre-Étienne Laporte

Chapitre II

Le Conseil de la langue française

2.1 Son mandat

Le mandat du Conseil de la langue française est défini dans le titre IV de la *Charte de la langue française*.

Essentiellement, le Conseil doit conseiller le ministre sur la politique linguistique et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la *Charte*. Il lui faut donc notamment répondre aux questions qui lui sont soumises par le ministre. La *Charte* prévoit, en outre, que le Conseil doit surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut et à la qualité de la langue française, communiquer au ministre ses constatations et ses conclusions et le saisir de toute situation qui appelle l'attention ou l'action du gouvernement.

De même, le Conseil peut donner son avis au ministre sur les projets de règlement du gouvernement. Il peut également effectuer ou faire effectuer des études et recherches et former des comités de travail sur les questions qui se rattachent à la langue. Il peut aussi recueillir les observations et suggestions des personnes et des groupes sur toutes les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française, de même que les observations d'organismes publics et privés sur les difficultés d'application de la loi. Celle-ci lui donne également le pouvoir d'informer le public sur tous les sujets concernant la langue française au Québec.

2.2 Sa composition

Le Conseil de la langue française est composé de 12 membres : le président, le secrétaire et dix autres membres qui sont nommés par le gouvernement après consultation des associations socioculturelles, des organismes syndicaux, des associations patronales, des milieux universitaires et des groupes ethniques.

2.3 Son organisation et ses ressources

2.3.1 Le personnel

Le Conseil de la langue française avait, le 31 mars 1995, un effectif autorisé de 29 postes réguliers. Le tableau placé au bas de cette page illustre la répartition de ces postes.

2.3.2 L'organigramme

Au service des 12 conseillers, la permanence du Conseil, pour l'année 1994-1995, se répartissait en deux directions et un secrétariat :

- La Direction des services administratifs et des communications a pour mandat la planification et la mise en œuvre des activités de gestion du Conseil ainsi que la préparation de la politique et des programmes de communication susceptibles d'assurer la présence et le rayonnement du Conseil.
- La Direction des études et recherches s'attache, pour sa part, à étudier l'évolution des situations linguistiques sur les plans démolinguistique, sociologique, linguistique et économique ainsi qu'à analyser toute autre question relative au statut et à la qualité de la langue française.
- Le secrétariat assure la préparation des assemblées du Conseil, des réunions des comités auxquels il participe ainsi que la supervision des suites à leur donner. Il coordonne l'organisation des jurys qui étudient les candidatures aux prix décernés par le Conseil ainsi que l'organisation des activités extérieures, nationales et internationales, du Conseil.

Effectif autorisé par le Conseil du trésor

Direction/ service	Personnel d'encadrement	Professionnels et professionnelles	Techniciens et techniciennes	Employés et employées de soutien	Total
Présidence et secrétariat	2	1	—	3	6
Administration et communications	1	3	2	4	10
Études et recherches	1	9	—	3	13
Total	4	13	2	10	29

2.3.3 Les ressources financières

Les crédits accordés au Conseil de la langue française pour l'exercice 1994-1995 étaient de 2 390 200 \$. Mais ce budget a été modifié par la suite pour tenir compte des compressions budgétaires annoncées au discours du budget. Les crédits réels accordés pour 1994-1995 ont donc été de 1 975 900 \$ et se répartissent comme suit :

Crédits par catégorie de dépenses (en milliers de dollars)

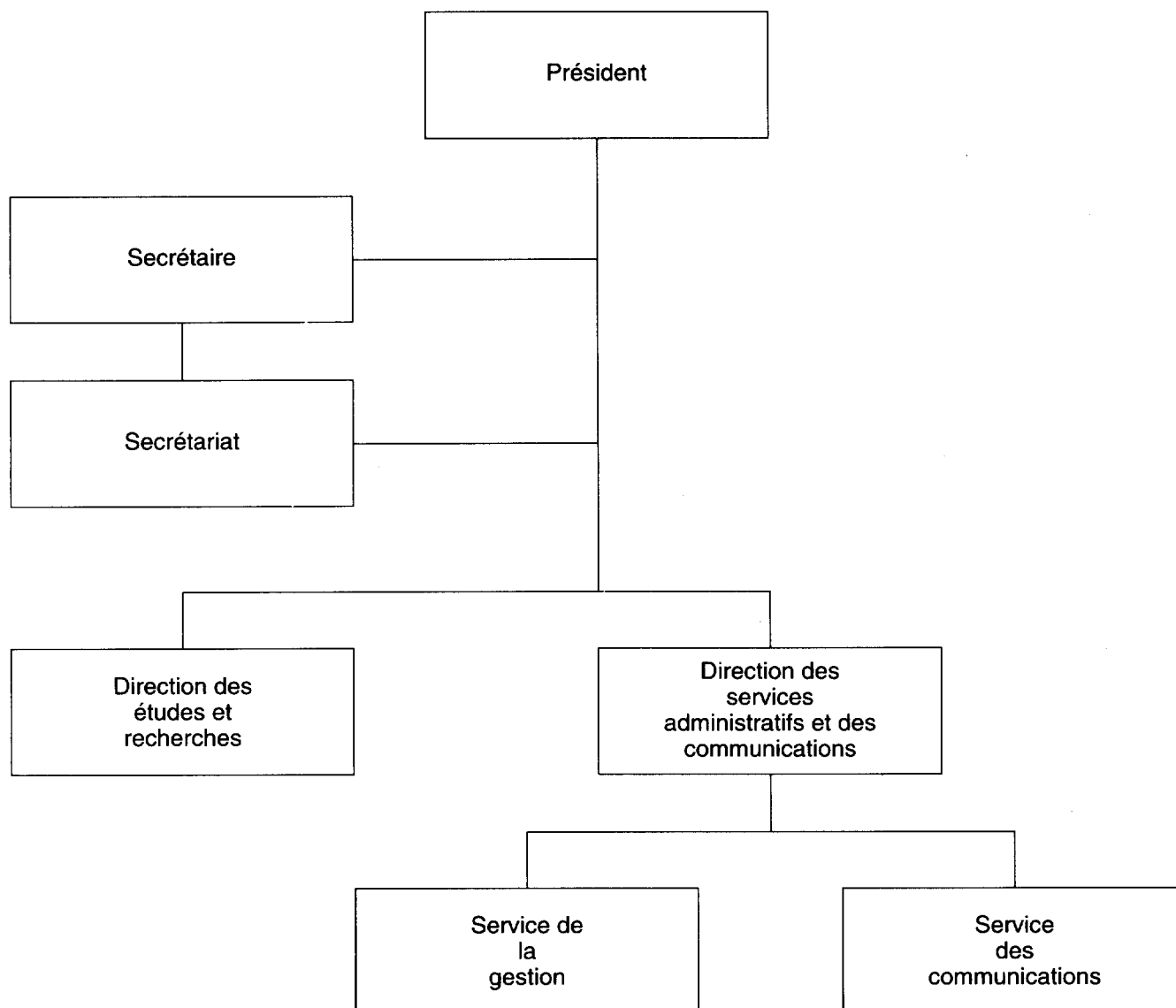
Traitements	1 260,5
Autres rémunérations	54,1
Communications	129,4
Services	127,6
Fournitures	39,0
Entretien	5,0
Loyer	340,8
Équipement	3,0
Autres dépenses	1,0
Capital	3,0
Transferts	11,5
Prêts et avances	1,0
Total	1 975,9

2.3.4 Les subventions et les prix

Le programme de subventions a été aboli au cours de l'exercice financier 1994-1995. Cependant, le Conseil a maintenu la remise des décorations de l'Ordre des francophones d'Amérique, le prix du 3-Juillet-1608 et le prix Jules-Fournier. Cette année, le prix du 3-Juillet-1608 a été remis à la Chaîne de TVOntario et la lauréate du prix Jules-Fournier fut madame Odile Tremblay.

Conseil de la langue française

Organigramme administratif



Chapitre III

Les activités du Conseil

3.1 Les assemblées

Au cours de l'exercice 1994-1995, le Conseil a tenu six assemblées ordinaires. Les réunions ont eu lieu selon le calendrier suivant :

Date	Réunion	Lieu
Le 20 mai 1994	165 ^e assemblée	Montréal
Le 16 septembre 1994	166 ^e assemblée	Montréal
Le 4 et le 18 novembre 1994	167 ^e assemblée	Montréal
Le 27 janvier 1995	168 ^e assemblée	Montréal
Le 23 février 1995	169 ^e assemblée	Montréal
Le 24 mars 1995	170 ^e assemblée	Montréal

3.2 Les avis

3.2.1 Avis sur les industries de la langue dans la société de l'information (adopté à l'unanimité à la 167^e assemblée, 4 novembre 1994)

Dans cet avis, le Conseil recommande essentiellement les propositions suivantes, à savoir que :

- le Québec se dote d'une politique en industries de la langue qui visera à soutenir l'émergence d'un entrepreneuriat québécois dans ce secteur;
- le gouvernement du Québec devrait désigner un organisme qui serait responsable des modalités d'applications de la politique;
- le gouvernement du Québec exerce pleinement sa compétence en matière linguistique pour développer sa coopération bilatérale et multilatérale francophone, tant sur le plan des industries de la langue que sur celui d'une autoroute de l'information en français.

Ces trois recommandations sont précédées d'une description de la problématique du français et de l'essor des nouvelles technologies de l'information. Ainsi, l'avis du Conseil rappelle que la société de l'information donne au support de l'information, c'est-à-dire la langue elle-même, une importance nouvelle tant sur les plans de sa maîtrise et de son traitement par l'ordinateur que sur celui de la gestion du multilinguisme. Le Conseil considère, en effet, que l'essor d'une économie de l'information entraîne une augmentation de la demande de personnes maîtrisant la langue écrite,

accroît les exigences en matière de qualité de la langue, accélère les échanges interlinguistiques et demande de recourir au traitement de la langue par l'ordinateur.

Le Conseil redoute qu'une inaction des gouvernements en cette matière hypothéquerait l'usage du français au Québec principalement, mais aussi dans le monde. Il rappelle qu'il y a urgence d'agir pour éviter que le français ne soit marginalisé par l'industrialisation de la langue.

En émettant ces trois recommandations, le Conseil définit également le contexte dans lequel devrait se situer l'intervention gouvernementale québécoise : d'une part, par la mise en place d'une structure d'échange d'information numérisée, l'autoroute de l'information en français, et, d'autre part, par le développement de nouveaux marchés.

3.2.2 Avis « Renforcer la solidarité linguistique avec les communautés francophones et acadiennes du Canada » (adopté à l'unanimité à la 167^e assemblée, 18 novembre 1994)

Le Conseil estime que, dans un contexte de mouvance économique marquée par la mondialisation de l'économie et la continentalisation des marchés, le gouvernement du Québec doit viser la consolidation de la solidarité linguistique avec les communautés francophones et acadiennes, parce que cette action influencera le renforcement de l'espace francophone nord-américain.

Le partage d'une même langue et d'une même culture ancrées dans l'histoire, le besoin de promouvoir la vitalité du français, une volonté réciproque d'agir et de se renforcer politiquement, tout autant que la nécessité de se solidariser pour faire jouer pleinement à la francophonie sa fonction régionale au sein de la francophonie internationale, sont des facteurs prédominants qui favorisent la mise en place d'actions concertées.

Ces actions doivent reposer sur les principes suivants : la vitalité du français est un intérêt commun; la langue française, au Québec et au Canada, a besoin de mesures de renforcement; toute langue, en situation géolinguistique minoritaire, a besoin de domaines diversifiés d'usage pour se maintenir et se développer; en complémentarité du rôle de l'État en faveur de la

vitalité du français, il importe de renforcer et de diversifier, sur le terrain même, les réseaux d'échange entre francophones.

Le Conseil recommande donc au gouvernement du Québec de se doter rapidement d'une politique d'initiative envers les communautés francophones et acadiennes et de mettre sur pied une table permanente de concertation à laquelle siègeraient des représentants des communautés francophones et acadiennes ainsi que des ministères et organismes publics et privés québécois. Le Conseil considère, en effet, primordial que l'on crée rapidement un lien continu pour faciliter la concertation et la coordination sur une base permanente.

Dans l'élaboration de cette politique, on devra tenir compte des trois orientations suivantes : promouvoir les intérêts des communautés francophones dans les relations du Québec avec les gouvernements provinciaux et fédéral, privilégier des actions gouvernementales concertées et choisir les activités de collaboration dans des domaines cruciaux pour la vitalité du français, favoriser l'intensification et la création de réseaux francophones.

La mise en œuvre de ces orientations devrait se faire par des ententes entre le gouvernement du Québec, d'une part, et le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux, d'autre part, et aussi par des rapports directs avec les communautés, les collectivités, les groupes ou les individus, notamment par des ententes-cadres entre le gouvernement et les communautés.

Le Conseil recommande que l'on confie à un organisme, dont ce serait le mandat distinctif, la mise en œuvre et la coordination de cette politique d'initiative. Cette politique devrait conduire à des actions visant le renforcement de la vitalité du français, choisies de concert avec les communautés francophones et acadiennes et en fonction de leur situation, dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'économie.

3.3 Les comités

En vertu de l'article 198 de la *Charte de la langue française*, le Conseil s'est doté de comités spéciaux voués à l'étude du statut et de la qualité de la langue française au Québec.

3.3.1 Comité sur les industries de la langue

Présidé par Georges Koutchougoura, membre du Conseil, le comité est également composé de Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches et Antoine Godbout, secrétaire du Conseil.

Le comité a reçu notamment pour mandat :

- a) d'examiner l'intérêt que ce champ d'activité présente pour le Québec, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique;
- b) de définir et de proposer au gouvernement du Québec les éléments d'une stratégie politique et économique.

Le comité a remis son rapport au Conseil, qui l'a adopté à la 167^e assemblée tenue le 4 novembre 1994.

3.3.2 Comité pour le français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada

Ce comité, créé en décembre 1991, est présidé par Angéline Martel, membre du Conseil. Il est composé de Christophe Auger, membre du Conseil, Louis Boudreau, membre du Conseil, Louise Dion, agente de recherche au secrétariat du Conseil, Francine Gagné, agente de recherche au Conseil, Edgar Gallant, ancien président de la Commission de la fonction publique du Canada, Pierre Georgeault, directeur des études et recherches du Conseil, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Yolande Grisé, directrice du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, et Charles Taylor, membre du Conseil.

Dans un contexte de solidarité et d'intérêt commun, le comité formé par le Conseil a pour mandat, d'une part, d'analyser la politique québécoise et les actions des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux du Québec et, d'autre part, de proposer des mesures destinées à maintenir, voire à promouvoir la vitalité du français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada. Le comité a donc pour tâche :

- a) de faire le bilan des actions posées, des programmes gouvernementaux et des liens que le Québec a entretenus avec la francophonie des autres provinces et territoires canadiens;
- b) d'étudier l'impact de ces initiatives et de ces rapports sur la vitalité du français;
- c) de déterminer les actions et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir et même, au besoin, accroître la vitalité du français dans les communautés francophones du Canada et au Québec.

Le comité a remis son rapport au Conseil, qui l'a adopté lors de la seconde partie de la 167^e assemblée, tenue le 18 novembre 1994.

3.3.3 Comité démographie-immigration-langue

Le comité a été créé en décembre 1991. Il est présidé par Émile Ollivier, membre du Conseil, et composé des personnes suivantes : Monique Daigle,

directrice des politiques et programmes d'intégration linguistique au ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC), Daniel Fecteau, conseiller en évaluation à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Antoine Godbout, secrétaire du Conseil, Rosita Harvey, agente de recherche au Conseil, Évelyne Lapierre-Adamcyk, membre du Conseil, Pierre-Étienne Laporte, président du Conseil, Mona Leblanc (jusqu'en mars 1994), coordonnatrice-cadre de l'enseignement général au secondaire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Mireille Levesque, agente de recherche au Conseil, Daniel Monnier, agent de recherche au Conseil, Émile Ollivier, membre du Conseil et coprésident du comité, Michel Paillé, agent de recherche au Conseil, Alain Prujiner, membre du Conseil et coprésident du comité, Dominique Savoie, membre du Conseil, Nicole Tardif (depuis mars 1994), coordonnatrice de l'enseignement général au secondaire à la Commission des écoles catholiques de Montréal, et Charles Taylor, membre du Conseil.

Le Conseil a confié au comité le mandat suivant :

- a) étudier les interactions entre les immigrants, les communautés culturelles et les institutions québécoises afin de repérer les facteurs qui sont le plus capables d'assurer le succès de la politique linguistique définie selon les critères, notamment, de diffusion, d'utilisation, de connaissance, d'intégration, d'identification et de loyauté. Pour ce faire, étudier les facteurs démographiques et de gestion migratoire relatifs à ces interactions et évaluer les capacités d'accueil socio-institutionnelles du Québec en faisant le bilan, entre autres choses, des pratiques innovatrices en cette matière;
- b) à la lumière de cette information, rédiger un avis à l'intention du ministre quant aux relations entre les volets population, immigration et communautés culturelles de la situation linguistique;
- c) proposer des mesures visant à assurer la réalisation des objectifs à court terme et à long terme de la politique québécoise de la langue française.

Ce comité doit déposer son rapport au cours de l'exercice 1995-1996.

3.4 Les études et recherches

Au cours de l'année 1994-1995, la Direction des études et recherches a participé activement aux comités du Conseil, en assurant la recherche documentaire, la réalisation d'enquêtes ou d'études directement liées aux besoins des comités et la rédaction de documents utiles aux prises de position du Conseil. Elle a, en outre, poursuivi des travaux de recherche sectoriels qui répondent aux orientations définies dans le plan

stratégique du Conseil afin d'aider les membres du Conseil à remplir le mandat de surveillance de la situation linguistique au Québec, qui lui est confié par la *Charte*. Elle a, par ailleurs, assuré le suivi des dossiers rendus publics au cours des années précédentes en participant à des rencontres et à des colloques, en rédigeant des articles et en répondant à des demandes d'entrevues et d'information. Ce rapport ne fait état que des études ou enquêtes réalisées ou en cours.

3.4.1 Indicateurs de la situation linguistique au Québec

Les indicateurs constituent un projet conjoint du Conseil de la langue française, du Secrétariat à la politique linguistique, de l'Office de la langue française et de la Commission de toponymie.

En 1994-1995, les travaux ont essentiellement porté sur la réalisation d'un fascicule thématique sur la langue du travail. Une soixantaine d'indicateurs portant sur la description du marché du travail, la direction des entreprises, l'usage du français dans les technologies, les programmes de francisation et l'usage du français au travail ont été élaborés. Une analyse dynamique, qui met en relation les indicateurs entre eux et vise à rendre compte de l'évolution de l'usage du français au travail, termine le fascicule qui sera rendu public au printemps de 1995.

Paul Béland et Yvon Desjardins, agents de recherche au Conseil, sont responsables de ce dossier.

3.4.2 Projet de description internationale des enseignements et des performances en matière d'écrit (DIEPE) : Comparaison des performances écrites et des conditions d'enseignement (Belgique, France, Nouveau-Brunswick, Québec)

Le projet DIEPE est une recherche exploratoire internationale réalisée simultanément dans la Communauté française de Belgique, en France, au Québec et au Nouveau-Brunswick. Elle porte sur les conditions et les pratiques de l'enseignement et de l'apprentissage de l'écrit au secondaire ainsi que sur le savoir-écrire des élèves de troisième année du secondaire.

Cette année du cursus académique a été choisie parce qu'elle est la dernière année où, d'une part, dans les quatre régions ou pays en cause, la majorité des élèves sont encore à l'âge de la fréquentation obligatoire et où, d'autre part, le phénomène de la sélection qu'entraîne l'apparition de cheminements professionnels ou techniques n'est pas encore important.

L'étude vise les objectifs suivants :

- a) obtenir certains indicateurs objectifs, mesurables et comparables sur la performance écrite des élèves;

- b) prélever un ensemble représentatif de données objectives, mesurables et comparables sur l'enseignement de la rédaction;
- c) dégager des caractéristiques (attitudes, représentations, etc.) de l'enseignant, des élèves et de l'école de même que d'autres éléments qui sont en relation avec les performances et l'enseignement;
- d) mettre en relation des pratiques et des conditions d'enseignement avec les performances des élèves;
- e) mettre en évidence les points communs et les divergences entre les populations quant aux performances, aux attitudes et à l'enseignement.

Les données ont été recueillies au printemps de 1993 auprès d'un échantillon aléatoire d'environ 2 000 élèves de troisième secondaire, dans chaque pays ou région, et auprès des professeurs et professeures de français de ces élèves. Afin de s'assurer de la qualité des comparaisons, seuls les élèves qui sont de l'âge moyen que l'on trouve en troisième secondaire (c'est-à-dire qui n'ont pas doublé ou fait d'études accélérées) ont été sélectionnés.

L'analyse des résultats comparant les performances écrites des élèves constitue le premier rapport international sur cette question. Celui-ci sera rendu public à l'automne de 1995.

Cette étude est un projet conjoint des organismes suivants :

- Québec : ministère de l'Éducation, Secrétariat à la politique linguistique, Conseil de la langue française;
- France : ministère de l'Éducation;
- Communauté française de Belgique : Service de la langue française;
- Nouveau-Brunswick : ministère de l'Éducation;
- Fédération internationale des professeurs de français.

Gilles Gagné et Jean-Pierre Lalande, de l'Université de Montréal, réalisent le volet québécois de cette étude. Francine Gagné, agente de recherche, est responsable de ce dossier au Conseil.

3.4.3 Groupes-témoins sur le français langue du travail et sondage sur la langue du travail (1993)

Ce projet a pour but d'analyser les facteurs qui président à l'utilisation des langues au travail à partir de groupes-témoins auxquels ont participé 110 travailleuses et travailleurs employés dans 92 entreprises de la région de Montréal. Il apparaît que l'importance grandissante du commerce international ainsi que l'accroissement de l'immigration et de

l'informatisation sont des facteurs qui contribuent à multiplier les échanges linguistiques et à diversifier l'usage des langues au travail.

Les analyses ont permis, entre autres résultats, de préciser le sens du concept « *langue normale du travail* » et de mettre à jour le questionnaire du Conseil sur la langue du travail au Québec. Une nouvelle enquête sur la langue du travail a été réalisée auprès de 2 500 travailleuses et travailleurs francophones du secteur privé de la région métropolitaine de Montréal. Cette enquête a été menée entre janvier et avril 1993, dans le cadre des travaux du Conseil sur d'éventuelles modifications à la *Charte de la langue française*. Des résultats préliminaires sont publiés dans l'avis du Conseil. Le rapport final paraîtra durant l'exercice 1995-1996.

Paul Béland, agent de recherche au Conseil, assure la conception du projet et l'analyse des données d'enquête.

3.4.4 L'assimilation linguistique au Québec, mesure et évolution, 1971-1986

Depuis que le recensement canadien s'informe à la fois de la langue d'usage au foyer et de la langue maternelle des Canadiens, aucune synthèse du phénomène important qu'est la mobilité linguistique n'a été produite. L'étude comble cette lacune. Un aperçu historique du développement de ce champ d'étude à partir des commissions Laurendeau-Dunton et Gendron, la revue des concepts fondamentaux, la critique des sources de données, l'analyse de la mobilité linguistique pour l'ensemble du Canada, et surtout l'évolution de la situation québécoise à Montréal constituent des dimensions de l'étude. Le rapport a été rendu public en mai 1994. Une mise à jour à partir des données du recensement de 1991 est entreprise.

Charles Castonguay, de l'Université d'Ottawa, a réalisé cette étude pour le Conseil.

3.4.5 Séminaire « *Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français* »

Les conseils supérieurs de la langue française de la Communauté française de Belgique et de la France se sont joints au Conseil de la langue française du Québec pour tenir un séminaire fermé sur le thème « *Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français* ».

Devant l'importance du phénomène de la mondialisation des échanges et de ses effets possibles sur le statut du français, langue nationale et internationale, les membres des trois conseils ont été invités à situer les principaux enjeux et défis auxquels doivent faire face les responsables de l'aménagement du français, dans le nouveau contexte économique, et à défi-

nir des stratégies communes d'action pour consolider la place du français. Des experts européens et nord-américains ont présenté leur vision et échangé avec les membres des conseils.

Le séminaire s'est tenu les 25, 26 et 27 octobre 1994 à Québec. Les actes du séminaire seront publiés au printemps de 1995. Johanne Gauthier et Jacques Maurais sont responsables de ce dossier.

3.4.6 Diversité linguistique des écoles françaises de Montréal

Dix ans après l'adoption de la *Charte de la langue française*, le Conseil de la langue française présentait un avis sur *La place du français dans les écoles de langue française à clientèle pluriethnique de l'île de Montréal*. Cet avis était accompagné de rapports, d'études, de réflexions et de sondages. En 1993, le Conseil supérieur de l'éducation est revenu sur la question avec un avis intitulé *Pour un accueil et une intégration réussis des élèves des communautés culturelles*. Dans le portrait statistique qu'il donnait, le Conseil supérieur de l'éducation montrait la rapide évolution de la diversité linguistique des élèves inscrits dans les écoles françaises de l'île de Montréal.

Dans le but d'apprécier la croissance de ce phénomène au cours des prochains lustres (jusqu'en 2006, voire 2011), le Conseil de la langue française a commandé des projections démographiques sur les écoliers du secteur d'enseignement en langue française de l'île de Montréal. Ces projections doivent distinguer quelques scénarios essentiellement basés sur le nombre annuel d'immigrants internationaux que le Québec accueillerait au cours de la période retenue, car l'immigration est le facteur démographique qui contribue le plus à la diversification linguistique des écoles françaises de Montréal. Quant à la diversité des clientèles scolaires du secteur français, elle est abordée par la langue maternelle des écoliers et par leur lieu de naissance.

Le travail d'élaboration et d'analyse de ces projections a été confié au démographe Michel Paillé, agent de recherche au Conseil. Celles-ci seront rendues publiques au cours de l'exercice 1995-1996.

3.4.7 Pour un renforcement de la solidarité entre francophones au Canada. Réflexions théoriques et analyses historique, juridique et sociopolitique

Dans le cadre des travaux préparatoires à l'avis du Conseil intitulé *Renforcer la solidarité linguistique avec les communautés francophones et acadiennes du Canada*, des experts en histoire, en droit et en sciences politiques ont été appelés à contribuer par la rédaction de textes de réflexion. Ce document annexe à l'avis réunit les études effectuées ainsi que d'autres

textes qui ont alimenté la réflexion du Conseil. Les auteurs et le titre de leur contribution sont les suivants :

Angéline Martel	L'étatisation des relations entre le Québec et les communautés acadiennes et francophones : chroniques d'une époque
Linda Cardinal	Identité et dialogue : l'expérience des francophonies acadienne et québécoise
Louis Balthazar	Le Québec et les minorités francophones du Canada
Marcel Martel	L'intervention du gouvernement fédéral auprès des groupes minoritaires francophones
Marcel Martel	Le Québec et les groupes minoritaires francophones. Analyse des actions du réseau institutionnel et de l'État québécois, de la fin du XIX ^e siècle à 1969
Pierre Trépanier	L'histoire qui s'écrit et l'histoire qui se fait. Essai sur l'amitié entre Acadiens et Canadiens français
Léon Thériault	Parallèles Acadie-Québec, de 1864 à nos jours
José Woehrling	Convergences et divergences entre les politiques linguistiques du Québec, des autorités fédérales et des provinces anglophones : le nœud gordien des relations entre les Québécois francophones, la minorité anglo-québécoise et les minorités francophones du Canada
Gilles Sénéchal	Les communautés francophones et acadiennes du Canada : orientations, prises de position et actions des porte-parole du gouvernement québécois
Edmond Richard	L'Acadie des Maritimes et le Québec : une affaire de francophonie
Jean Lafontant	Francophones canadiens et québécois : frères, cousins ou simples étrangers partageant une même langue ? Une ou deux manières de les rapprocher

3.4.8 Compendium des actions de collaboration entre les francophones du Québec et ceux des autres provinces et territoires canadiens : 1991-1993

Le Comité pour le français dans les communautés francophones et acadiennes du Canada voulait avoir

une image complète des activités de collaboration entre les francophones du Québec et ceux des autres provinces et territoires canadiens et rassembler en un même lieu une foule de données jusqu'ici consignées dans une grande variété de fichiers, bien souvent inconnus ou inaccessibles, pour apporter un éclairage nouveau sur les actions réalisées au cours des dernières années. Ce travail a été confié à Estelle Magny, chercheuse à la Télé-université, et a été dirigé par Angéline Martel, membre du Conseil et professeure à la Télé-université. Le compendium a été publié en décembre 1994.

3.5 Les activités publiques

3.5.1 Les prix et décorations

3.5.1.1 L'Ordre des francophones d'Amérique

Cette distinction a pour but de reconnaître les mérites de personnes qui se sont consacrées au maintien et à l'épanouissement de la langue française, ont accordé leur soutien à l'essor de la vie française en Amérique ou l'ont fait connaître ailleurs dans le monde.

Pour souligner l'exceptionnelle qualité de la participation à la vie française en Amérique, le Conseil décerne annuellement depuis 1978, sur recommandation d'un jury officiellement constitué à cet effet, l'Ordre des francophones d'Amérique. Chaque récipiendaire reçoit un parchemin attestant qu'il ou elle est membre de l'Ordre des francophones d'Amérique, une médaille frappée à son nom ainsi qu'une épinglette au motif de la fleur de lys, emblème de l'Ordre.

Le 13 octobre 1994, le Conseil remettait, pour la dix-septième année consécutive, l'Ordre des francophones d'Amérique à neuf personnalités du Québec, du Canada, des États-Unis ou de la francophonie internationale pour leur dévouement à la cause du français en Amérique (voir l'annexe B).

3.5.1.2 Le prix du 3-Juillet-1608

En 1978, à l'occasion du trois cent soixante-dixième anniversaire de la fondation de Québec, le Conseil de la langue française a créé le prix du 3-Juillet-1608. Le Conseil remet dorénavant ce prix à une institution ou à un organisme établi en Amérique du Nord, afin de souligner les services exceptionnels rendus à une collectivité de langue française et, par voie de conséquence, à l'ensemble de la francophonie nord-américaine.

Le 13 octobre 1994, le Conseil remettait le prix du 3-Juillet-1608 à la Chaîne de TVOntario. Le Conseil a voulu ainsi rendre hommage à cette institution pour le rôle essentiel qu'elle joue dans la préservation

et la promotion de la langue, de l'identité et de la culture d'expression française en Ontario et au-delà de ses frontières. Le Conseil de la langue française a remis une œuvre d'art, une médaille et un parchemin.

3.5.1.3 Le prix Jules-Fournier

Afin de promouvoir la qualité de la langue chez les journalistes, le Conseil a créé, en 1980, le prix Jules-Fournier. Ce prix évoque la carrière de ce journaliste québécois (1884-1918) qui fut reconnu pour la vigueur, la clarté et la précision de son style. Il travailla successivement à *La Presse*, au *Canada*, au *Devoir* et à *La Patrie* avant de succéder à Olivar Asselin à la direction du *Nationaliste* et de fonder par la suite son propre journal, *L'Action*.

Ce prix, assorti d'une bourse de 5 000 \$, a été décerné à Odile Tremblay, journaliste au quotidien *Le Devoir*, afin de rendre hommage à la qualité tant littéraire que journalistique de son travail dans lequel, en plus d'un style personnel, elle expose une vision de la culture qui tient compte de son impact social. Selon la tradition, le Conseil a publié un cahier regroupant le *curriculum vitae* de la lauréate, les textes soumis au jury ainsi que l'éloge présenté par les membres du jury.

3.6 Les communications

Le Service des communications édite les travaux de recherche, les études et les avis du Conseil, et les diffuse. Il produit également les documents qui entourent certaines des activités publiques du Conseil. Il a également la responsabilité de la production du *Bulletin du Conseil de la langue française*.

Les publications du Conseil sont diffusées dans les collections « Avis », « Dossiers », « Documentation » et « Prix Jules-Fournier ». Elles comprennent aussi quelques titres hors collection auxquels s'ajoutent divers dépliants et documents, mis à jour régulièrement.

3.6.1 La collection « Avis »

Cette collection regroupe les avis que le Conseil dépose auprès du ministre responsable de l'application de la législation linguistique, conformément au mandat qui lui a été donné par la *Charte de la langue française*.

En 1994-1995, le Conseil a publié deux avis qui ont été rendus publics dans le cadre de lancements, l'un à Montréal, l'autre à Québec.

- *Avis sur les industries de la langue dans la société de l'information*

Cet avis met en lumière les nouveaux rapports entre le développement économique et le développe-

ment linguistique. Il présente les principales caractéristiques de la société de l'information, en analyse ses effets sur la langue et fait état des conséquences d'une inaction en ce domaine. Il précise le besoin d'encadrer l'essor d'une économie de l'information en français et rappelle la nécessité de développer le nouveau secteur industriel en émergence appelé « *industries de la langue* », en faisant des recommandations au gouvernement à ce sujet.

1994, 40 p., 21,5 x 28 cm
ISBN 2-550-09725-4

Lancée à Montréal le 14 décembre 1994, cette publication est gratuite.

- *Renforcer la solidarité linguistique avec les communautés francophones et acadiennes du Canada*

Le Conseil estime important et nécessaire que le Québec rappelle et confirme la responsabilité particulière qu'il s'est toujours reconnue par rapport à la vitalité du fait français. Reconnaisant ce fait, le Conseil présente des recommandations dont le but est de contribuer au renforcement de la solidarité linguistique entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.

1994, 48 p., 21,5 x 28 cm
ISBN 2-550-09581-5

Lancée à Québec le 20 décembre 1994, cette publication est gratuite.

3.6.2 La collection « *Dossiers* »

Cette collection regroupe des ouvrages de type scientifique. Il s'agit principalement de recherches et d'analyses préparées par des spécialistes, notamment des sociologues, démographes ou linguistes, et qui traitent du statut de la langue française et de l'évolution de la situation linguistique au Québec. En 1994-1995, le Conseil a publié trois titres dans cette collection.

- *Les jeunes et la langue, tome 2*

Usages et attitudes linguistiques des jeunes qui étudient en anglais (de la 4^e année du secondaire à la fin du collégial)

par Uli Locher

Les comportements à l'égard du français et les opinions des jeunes Québécois qui fréquentent les écoles anglaises à la fin du secondaire et au cégep ont-ils évolué depuis douze ans ? Comment s'est faite cette évolution et dans quel sens ? Les efforts de francisation et d'enseignement du français langue seconde ont-ils permis de créer des lieux de rencontre avec la culture d'expression française ? En d'autres mots, quelle place le français occupe-t-il dans les

activités culturelles des jeunes anglophones ? Quel est le degré d'ouverture à la majorité francophone et comment perçoivent-ils l'avenir de leur communauté au sein d'un Québec français ?

1994, xviii-176 p., 16,5 x 24 cm
ISBN 2-551-13613-X
ISSN 1189-7058

Cette publication est vendue 19,95 \$ par Les Publications du Québec.

- *L'assimilation linguistique : mesure et évolution 1971-1986*

par Charles Castonguay

Cet ouvrage propose une vue d'ensemble sur l'assimilation linguistique au Canada et au Québec, tout spécialement en ce qui concerne la population de langue française. Le survol historique de la première partie touche avant tout les études qui ont contribué à l'accroissement des connaissances. La deuxième partie traite des méthodes et établit ce qu'il faut savoir pour effectuer une lecture avertie de l'information diverse en la matière. La troisième partie présente la situation actuelle de l'assimilation au Québec.

1994, xx-244 p., 16,5 x 24 cm
ISBN 2-551-15750-1
ISSN 1189-7058

Lancée à Montréal le 11 mai 1994, cette publication est vendue 24,95 \$ par Les Publications du Québec.

- *Pour un renforcement de la solidarité entre francophones au Canada : réflexions théoriques et analyses historique, juridique et sociopolitique*

par Angéline Martel, Linda Cardinal, Louis Balthazar, Marcel Martel, Pierre Trépanier, Léon Thériault, José Woehrling, Gilles Sénéchal, Edmond Richard et Jean Lafontant

Onze textes de dix auteurs différents qui abordent sous divers points de vue la question des rapports entre francophones au Canada. Une base théorique, historique, juridique et sociopolitique susceptible d'alimenter la réflexion de tout lecteur ou lectrice intéressé. Ces textes ont servi d'appui à l'avis du Conseil sur le renforcement de la solidarité linguistique avec les communautés francophones et acadiennes du Canada.

1995, viii-412 p., 16,5 x 24 cm
ISBN 2-551-16234-3
ISSN 1189-7058

Cette publication est vendue 39,95 \$ par Les Publications du Québec.

3.6.3 La collection « *Documentation* »

Dans cette collection, le Conseil publie des travaux de type documentaire, des rapports, des comptes rendus et des ouvrages collectifs, qui sont des documents de référence relatifs à diverses questions linguistiques et qui contribuent à une meilleure connaissance de la situation du français, d'abord et surtout au Québec, mais aussi au Canada et dans la francophonie, ainsi que des rapports sur l'aménagement linguistique dans certains pays où coexistent deux ou plusieurs langues officielles.

- *Compendium des actions de collaboration entre les francophones du Québec et ceux des autres provinces et territoires canadiens : 1991-1993*

par Angéline Martel et Estelle Magny

Résultat d'une recherche approfondie sur les activités de collaboration entre les francophones du Québec et ceux des autres provinces et territoires canadiens, de 1991 à 1993, cet ouvrage apporte un éclairage nouveau sur les actions réalisées et rassemble en un même lieu une foule de données auparavant consignées dans une grande variété de fichiers, bien souvent inconnus ou inaccessibles. Cette vision d'ensemble vise à servir de point de référence et à faciliter la réalisation de projets futurs de la francophonie canadienne.

1994, 594 p., 21,5 x 28 cm

ISBN 2-551-13406-4

Cette publication est vendue 39,95 \$ par Les Publications du Québec.

3.6.4 La collection « *Prix Jules-Fournier* »

Cette collection regroupe les cahiers consacrés aux lauréates et aux lauréats du prix Jules-Fournier, décerné annuellement par le Conseil. Chaque cahier contient le *curriculum vitae* du lauréat ou de la lauréate ainsi que les textes d'appui à sa candidature.

- *Odile Tremblay*
Prix Jules-Fournier 1994

1994, 36 p., 21,5 x 28 cm

ISBN 2-550-09588-X

Cette publication est distribuée gratuitement par le Conseil.

3.6.5 *Bulletin du Conseil de la langue française*

Le *Bulletin* vise à soutenir et à prolonger l'action du Conseil tout en alimentant la réflexion publique sur l'état actuel et l'avenir de la langue française au Québec. Au cours du dernier exercice, le Conseil a

fait paraître deux numéros, dont l'un a été entièrement consacré au thème « *Les jeunes et la langue* »; le deuxième a traité principalement des deux avis du Conseil; on y présentait également la lauréate du prix Jules-Fournier et les récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique et du prix du 3-Juillet-1608.

3.7 Les relations extérieures

Le Conseil de la langue française entretient des liens avec des organismes et des associations d'Amérique du Nord et d'Europe qui, comme lui, se soucient des questions inhérentes à l'aménagement linguistique, c'est-à-dire qui se rapportent au statut et à la qualité de la langue.

En Amérique du Nord

Le Conseil se préoccupe de l'évolution des dossiers à caractère linguistique au Canada et entretient des liens avec des ministères ou organismes gouvernementaux qui se préoccupent de la francophonie canadienne, tels que le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC), le ministère du Patrimoine canadien et le Commissariat aux langues officielles. Il maintient aussi des relations avec plusieurs groupes représentatifs des minorités francophones des autres provinces ainsi qu'avec divers groupes intéressés à la réalité francophone nord-américaine, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Le Conseil collabore également avec le Conseil de la vie française en Amérique, notamment par sa participation à la table de concertation de la francophonie. Chaque année, le Conseil remet l'Ordre des francophones d'Amérique à des personnalités du Québec, du Canada, des États-Unis ou d'ailleurs dans le monde pour souligner leur contribution à l'épanouissement et à la diffusion du français dans leurs milieux respectifs.

Le Conseil s'intéresse également aux signes porteurs d'avenir au sein des minorités francophones du Canada. Il a donc publié un rapport et avis en vue de consolider la solidarité linguistique entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Conseil manifeste le besoin de discuter de l'avenir du français et de l'espagnol dans ce nouveau contexte de continentalisation des marchés. C'est pourquoi il a invité une sociolinguiste mexicaine à participer comme conférencière au séminaire international qui s'est tenu à Québec, du 25 au 27 octobre 1994, sur les enjeux et défis pour le français dans le contexte de la mondialisation de l'économie, où elle a traité des préoccupations linguistiques du Mexique consécutives à la signature de ce traité.

Monsieur Jacques Maurais a participé, en mars 1994, à un colloque organisé par le Centre de recherche sur l'Amérique du Nord de l'Université nationale autonome du Mexique (Centro de Investigaciones sobre América del Norte – Universidad Nacional Autónoma de México) et intitulé « *Québec et Ontario, une perspective comparée* » (Quebec y Ontario, Una perspectiva comparada). Lors de son séjour, monsieur Maurais a également été invité comme conférencier par l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (Instituto Nacional de Antropología e Historia), par le Conseil national des sciences et technologies (CONACYT) ainsi que par le Centre de recherches et d'études supérieures en anthropologie sociale (Centro de Investigaciones y Estudios superiores en Antropología Social).

En Europe

France – Depuis sa création, le Conseil entretient des liens particuliers avec la France. Ces relations ont trait aux échanges de vues sur des questions touchant la francophonie tout entière, à diverses ententes de collaboration, ou à des travaux communs concernant l'un ou l'autre des dossiers de recherche dans lesquels est engagé le Conseil. Ce dernier maintient des liens avec de nombreux organismes français, notamment :

- le Conseil supérieur de la langue française;
- la Délégation générale à la langue française;
- le Conseil international de la langue française;
- le Haut Conseil de la francophonie;
- l'Observatoire français des industries de la langue;
- le Groupe d'étude sur le plurilinguisme européen;
- l'Union latine.

Communauté française de Belgique – Le Conseil entretient également des liens étroits avec quelques organismes de la Communauté française de Belgique (CFB), en particulier avec le Conseil et le Service de la langue française de la CFB.

Francine Gagné, agente de recherche, a pris part aux séances de travail tenues à Namur par le Comité international sur l'enseignement du français langue maternelle (Réseau DIEPE), dont elle est la secrétaire. Ce projet « *DIEPE* », qui a été créé à l'initiative du Québec et de la CFB, réunit également des spécialistes français et néo-brunswickois.

Suisse – Depuis près de deux ans, le Conseil entretient des liens avec la Délégation générale à la langue française – le Groupe Bally – sur diverses questions linguistiques.

Le Conseil a d'ailleurs organisé un séminaire en collaboration avec le Conseil supérieur de la République française, le Conseil supérieur et le Service de la langue française et en présence de représentants de la Délégation générale à la langue française de Suisse. Ce séminaire qui s'est tenu à Québec, du 25 au 27 octobre 1994, s'intitulait « *Langue nationale et mondialisation : enjeux et défis pour le français* ». Les réflexions des trois conseils ont porté sur la mondialisation des échanges et sur ses répercussions dans le domaine linguistique. Ils ont constaté que la mondialisation peut contribuer à la diffusion massive d'une langue unique, l'anglais. Ils ont observé toutefois que le français peut maintenir sa place comme langue internationale, puisque le développement de nouvelles technologies peut offrir des possibilités naguère inespérées pour les langues nationales, à condition que soit mis en place très rapidement un plan audacieux visant à la promotion de leur usage.

ANNEXE A

Subventions accordées (en dollars)

Conseil de la vie française en Amérique	500
Table de concertation de la francophonie, soutenir les activités de promotion de la Semaine de la francophonie	
Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec, appuyer ses activités de promotion de français	1 000
Odile Tremblay, journaliste au quotidien <i>Le Devoir</i> et lauréate du prix Jules-Fournier 1994	5 000
Prix du 3-Juillet-1608 : œuvre d'art exécutée par l'artiste Sylvie Guimont	3 750
Total	10 250

ANNEXE B

Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique

Du Québec

Jean Éthier-Blais

Fernand Daoust

Louis-Edmond Hamelin

De l'Acadie

Léonce Bernard

De l'Ontario

Rolande Faucher

Etienne Saint-Aubin

De l'Ouest canadien

Odette Carignan (Saskatchewan)

Des États-Unis

Réal P. Gilbert (New Hampshire)

De la francophonie internationale

Philippe Rossillon (France)

Composition typographique : Mono-Lino inc.
Achevé d'imprimer en novembre 1995
sur les presses de l'imprimerie
Laurentide inc. à Loretteville



Imprimé sur papier
contenant 50 % de fibres recyclées
dont 10 % désencrées.

ISBN 2-551-16546-6



Imprimé au Québec (Canada)